

notre administration municipale a été l'objet, et la cause véritable de la situation embarrassée de nos affaires.

X.

Avoir signalé la cause de l'état de choses dont nous nous plaignons, c'est, semble-t-il, avoir indiqué le remède à y appliquer. En effet, nos taxes sont trop lourdes pour nos moyens, et ne suffisent pas encore, eh bien ! augmentons la valeur de la propriété, pour faire rendre davantage à l'impôt ; augmentons les moyens pécuniaires de ceux qui l'ont à payer, en établissant des industries nouvelles à la place de celle de la construction des navires qui s'en va, en ouvrant des manufactures. Cela donnera du travail à notre population ouvrière ; celle-ci consommera des marchandises et pourra les payer ; le commerce deviendra prospère. Nous verrons se rouvrir les magasins qui sont fermés depuis quelques années, les maisons inhabitées trouveront des locataires, la propriété foncière reprendra la valeur qu'elle a perdue.

Voilà sans doute ce qu'il faudrait faire. Mais pouvons-nous compter qu'on le fera ? Il faudrait pour cela peu connaître nos capitalistes. A Montréal, dès qu'un individu a acquis une certaine fortune dans le commerce, il se hâte de l'employer à soutenir l'industrie locale, à maintenir des manufactures. Il se construit un palais pour ses affaires et un autre pour sa résidence. Ses capitaux sont employés à donner de l'emploi aux ouvriers, à augmenter la prospérité locale, à donner de l'essor au commerce, de la valeur à la propriété foncière. On pourrait presque dire que, sur chaque louis qu'il gagne, le marchand de Montréal met un chelin dans la caisse municipale.

Que font nos capitalistes, au contraire ? A quel usage emploient-ils leurs capitaux ? A spéculer sur les fonds publics, ou à faire le commerce de bois. Or, je vous le demande, quel profit retire Québec de l'argent qu'un de ses capitalistes aura placé, par exemple, en rentes sur l'Etat ? Exactement le même profit qu'en retirent Montréal et Toronto. Nous